Strasbourg, 26 mars 2021 T-PD-BUR(2021)52RAP

BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

(Convention 108)

52ème réunion du Bureau

Strasbourg, 24-26 mars 2021
par visioconférence

_____

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction générale des Droits de l'homme et de l'État de droit

1. Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel *(« Convention 108 »)* a tenu sa 52e réunion[1] par visioconférence du 24 au 26 mars 2021, sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour, tel qu'adopté par le Bureau, et la liste des participants figurent aux annexes I et II.

2. Le Bureau du Comité de la Convention 108 :

2.1. a pris note des informations communiquées par l'ambassadeur Christian Meuwly, Représentant permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe et Président du Groupe de rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J) du Comité des Ministres : a) sur l'importance que le GR-J attache aux questions liées à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel et aux travaux du Comité de la Convention 108 et de son Bureau ; b) sur la pertinence de la Déclaration du Comité des Ministres sur la Sauvegarde du droit à la protection des données dans l'environnement numérique publiée en lien avec les célébrations du 40e anniversaire de la Convention 108, qui appelle notamment « *tous les États parties à la Convention 108 qui ne l'ont pas encore fait à ratifier son protocole d'amendement* » ; c) sur sa haute appréciation du travail accompli par le Comité ; d) sur l'invitation de la Présidente du Comité de la Convention 108 à une prochaine réunion du GR-J à l'approche du 3e anniversaire de l'ouverture à la signature du Protocole d'amendement à la Convention 108 ;

2.2. a pris note des informations communiquées par M. Jan Kleijssen, directeur de la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité (voir annexe III, en anglais) ;

2.3. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur l'état actuel des signatures et des ratifications de la Convention 108+, à savoir un total de 32 signatures et 11 ratifications (la dernière en date étant la ratification par l'Espagne le 28 janvier 2021) ;

2.4. a pris note de la présentation de M. Franck Dumortier sur la demande d'adhésion du Costa-Rica et chargé le Secrétariat de préparer un projet d'avis sur la base du rapport d'expert, pour examen lors de la 41e réunion plénière (28-30 juin 2021) ;

2.5. a pris note des informations communiquées par Mme Cécile de Terwangne sur les documents relatifs au mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+, a pris note des informations communiquées par la présidence du Groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (WG-EFM) concernant les réflexions au sein du groupe, a tenu un échange de vues avec l'experte concernant les propositions de modifications des documents et décidé que a) les versions révisées des projets de documents (T-PD(2018)20rev7, T-PD(2018)21rev7) seraient diffusées en vue de soumettre les versions finales à l'adoption lors de la prochaine réunion plénière et b) que le WG-EFM préparerait un rapport sur des critères éventuels pour l'évaluation de l'indépendance des autorités de contrôle ;

2.6. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur les négociations du projet de deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (STCE n°185), a réaffirmé l'importance de veiller à la cohérence entre les instruments juridiques respectifs et a confirmé que le Bureau était prêt à entamer l'élaboration d'un projet d'avis dès que les dispositions sur les garanties et la protection des données seraient rendues publiques, soulignant la difficulté d'un tel exercice qui sera probablement soumis à des contraintes de temps ;

2.7. a pris note de la présentation de M. Pat Walshe sur la structure potentielle des Lignes directrices sur l'identité numérique et la protection des données, a tenu un échange de vues avec l'expert et décidé que le projet de Lignes directrices serait diffusé aux délégations pour commentaires avant la prochaine réunion plénière ;

[1] 138 participants au total, 79 femmes et 59 hommes

2.8. a pris note de la présentation par M. Colin Bennet d'une possible structure pour les Lignes directrices sur les campagnes politiques et la protection des données, a tenu un échange de vues avec l'expert et décidé que le projet de lignes directrices serait diffusé auprès de délégations pour commentaires en amont de la prochaine réunion plénière ;

2.9. a pris note de la présentation de Mme Eleni Kosta concernant le contenu potentiel de son rapport sur l'échange de données financières et la protection des données ; a pris note de la présentation de M. Philip Kerfs, Chef d'Unité au Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, sur les travaux actuels de l'OCDE concernant la Norme commune de déclaration (NCD) ; a pris note de la présentation de M. Igor Nebyvaev, Secrétaire du Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (Moneyval), sur les travaux de Moneyval et du Groupe d'action financière (GAFI), a tenu un échange de vues avec l'expert et les orateurs invités et a décidé que le projet de rapport traiterait séparément des objectifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et de lutte contre le terrorisme et des objectifs fiscaux, après une première partie sur les principes communs, et qu'il serait diffusé aux délégations pour commentaires avant la prochaine réunion plénière ;

2.10. a pris note de la présentation du Secrétariat sur la version révisée du document sur l'interprétation des dispositions (T-PD(2020)06rev2) et l'avis juridique soumis par le Conseiller juridique (DLAPIL02/2021_JP/DG1) sur la notion de « juridiction », a tenu un échange de vues et décidé que la version révisée reflétant les derniers commentaires reçus serait soumise pour adoption par procédure écrite ;

2.11. a pris note de la présentation de M. Thorsten Wetzling et de Mme Charlotte Dietrich sur la structure possible d'une Note d'orientation sur l'Article 11 de la Convention 108+ ; a pris note de la présentation de Mme Elettra Ronchi, analyste politique senior à la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation de l'OCDE, sur les Lignes directrices régissant la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données à caractères personnel et l'accès des pouvoirs publics, dans des conditions de confiance, aux données à caractère personnel détenues par le secteur privé ; a tenu un échange de vues avec les experts et décidé que les éléments pour la Note d'orientation seraient diffusés afin de recueillir les commentaires des délégations en amont de la prochaine réunion plénière ;

2.12. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur la préparation du programme de travail du prochain biennium 2022-2023 et sur son articulation avec le Cadre stratégique 2022-2025 proposé par la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Mme Marija Pejčinović Burić, ainsi que sur d'éventuels sujets et sections à inclure tels que, notamment, les questions d'identité numérique dans le cadre des migrations, les données personnelles (y compris biométriques) et le vote électoral ou encore la protection des données des enfants et a chargé le Secrétariat de consulter les délégations sur des domaines prioritaires en vue de préparer un projet de programme de travail en amont de la prochaine réunion plénière ;

2.13. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur la coopération avec d'autres organes et entités du Conseil de l'Europe, concernant notamment : a) l'état d'avancement du projet de Déclaration du Comité des Ministres sur la nécessité de protéger la vie privé des enfants dans l'environnement numérique, élaboré conjointement avec le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF) ; b) l'Avis sur la Recommandation 2185 (2020) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe « Intelligence artificielle et santé : défis médicaux, juridiques et éthiques à venir », adopté par le Bureau puis transmis au Comité des Ministres ; c) les progrès réalisés en lien avec les « Principes de protection des données de la Convention de Macolin » élaborés conjointement par le Bureau et le Groupe de Copenhague, en convenant de soumettre le projet au Comité pour approbation à la prochaine réunion plénière ; d) la présentation par M. Alessandro Mantelero des travaux en cours du CAHAI et de ses groupes et sous-groupes de travail, confirmant l'importance de suivre ces travaux sur l'intelligence artificielle ; e) la présentation de Mme Urska Umek, Secrétaire du Comité d'experts sur l'environnement et la réforme des médias portant sur les travaux de ce comité, et s'est dit prêt à faire des commentaires sur le projet de Recommandation sur la communication

électorale et la couverture médiatique des campagnes électorales au regard de la protection des données dès que ce projet sera disponible ;

2.14. a tenu un échange de vues fructueux avec des représentantes du Comité de bioéthique (DH-BIO), notamment sa présidente, Ritva Halila (Finlande), et sa vice-présidente, Siobhan O'Sullivan (Irlande), et le Secrétariat sur les certificats de vaccination contre la covid-19 et a convenu de soumettre aux délégations le projet de déclaration intitulé « Vaccination contre la covid-19, attestations numériques et protection des données », tel que révisé lors de la réunion, pour commentaires éventuels dans les deux semaines en vue de soumettre le projet (finalisé éventuellement par le Bureau par courriel) pour adoption rapide par le Comité par procédure écrite ;

2.15. a pris note : a) de la demande de l'Institut interaméricain des droits de l'homme d'obtenir le statut d'observateur auprès du Comité et a chargé le Secrétariat de soumettre la demande au Comité par procédure écrite ; b) des informations communiquées par : 1) le CICR sur le Forum humanitaire numérique, le programme de certification des délégués à la protection des données dans le domaine humanitaire et les activités de recherche et développement concernant l'intégration des principes de protection de la vie privée dès la conception et les technologies renforçant la protection de la vie privée ; 2) le Bureau de la protection des données de l'Autorité d'enregistrement d'Abu Dhabi Global Market sur l'adoption de nouvelles références conformes aux normes européennes et internationales récentes pour la protection des données à caractère personnel et sur la nomination de M. Sami Mohammed aux fonctions de premier Commissaire pour un mandat de quatre ans ;

2.16. a pris note de la présentation de M. Ignacio Cofone, lauréat de la mention spéciale du Jury de la 3e édition du prix Stefano Rodotà, sur le thème « Au-delà de la propriété des données » (« Beyond Data Ownership ») ;

2.17. a pris note de la finalisation du projet de Recommandation révisée sur le profilage qui a été soumis aux délégations pour approbation écrite avant le 16 avril 2021 ;

2.18. a confirmé les dates de la prochaine réunion plénière qui aura lieu du 28 au 30 juin 2021 par visioconférence, et de la 42e réunion plénière, du 17 au 19 novembre 2021, ainsi que des prochaines réunions du Bureau, du 28 au 30 septembre 2021 et du 20 au 22 décembre 2021.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2020)RAP40Abr	Rapport abrégé de la 40ème Réunion plénière (18-20 novembre 2020)
T-PD(2020)51RAP	Rapport abrégé de la 51ème Réunion du Bureau (16-18 décembre 2020)
T-PD(2019)WP2020-2021	Programme de travail du Comité 2020-2021
T-PD(2017)Regl	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication de l'Ambassadeur Christian Meuwly Représentant permanent de la Suisse, Président du Groupe de Rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J) du Comité des Ministres
	4. Communication du Secrétariat
	Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information et de l'action contre la criminalité
	5. Modernisation de la Convention 108 **État des signatures, ratifications et adhésions**
	Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat et par l'expert.
	• Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108
	• Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108
	• Protocole d'amendement
Rapport d'expert Costa-Rica (seulement en anglais)	• Convention 108+ : état des signatures et ratifications • Convention 108 : état des signatures et ratifications Expert: M. Franck Dumortier, Consultant senior, Cybersecurity-Law Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues.
	6. Mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+

T-PD-BUR(2021)5 Note d'information sur les procédures des différents mécanismes de suivi (seulement en anglais) publié le 10/03	Expert : Mme Cécile De Terwangne, CRIDS, Namur Action requise : le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues sur les derniers développements.
Mandat	Mandat du groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation et de suivi
T-PD(2018)20rev7 (Seulement en anglais) publié le 11/03	Questionnaire sur le mécanisme d'évaluation
T-PD(2018)21rev7 (Seulement en anglais) publié le 15/03	Document sur le mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+ : processus et raisonnement
	7. L'accès transfrontalier aux données par les forces de l'ordre
Vers un protocole à la Convention sur la cybercriminalité : consultations supplémentaires des parties prenantes T-PD(2019)8FIN Avis sur le texte provisoire et le rapport explicatif du projet de deuxième protocole additionnel à la convention de Budapest sur la cybercriminalité (ETS 185) sur la divulgation directe des informations des abonnés et donnant effet aux ordonnances d'une autre partie pour la production accélérée de données	Expert : M. Gert Vermeulen, Professeur Titulaire de droit pénal (européen et international), Directeur, Département de Criminologie, Droit pénal et Droit social, Institut de recherche international sur la politique pénale (IRCP) Action requise : le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et le Secrétariat et décidera du suivi à donner, si nécessaire. T-PD(2019)03 Élaboration d'un 2e Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité : Consultation des experts en protection des données - Questions à examiner T-CY document de discussion: Conditions d'obtention d'informations d'abonné - adresses IP statiques ou dynamiques (uniquement en anglais) Réponses provisoires du Comité de Convention 108 au Guide de Discussion pour la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais) Messages clés de la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais)
	8. Identité numérique
T-PD(2020)4rev T-PD-BUR(2021)2 (en anglais)	Expert : M**.** Pat Walshe, directeur de Privacy Matters Action requise : le Bureau prendra note de la présentation de l'expert du projet liminaire de lignes directrices et tiendra un échange de vues avec ce dernier.
	9. Traitement des données à caractère personnel par et pour les organisations chargées des campagnes politiques

T-PD(2020)2rev T-PD-BUR(2021)3 (seulement en anglais) publié le 16/03	Expert : M. Colin Bennett, professeur, Département des sciences politiques, Université de Victoria Action requise : le Bureau prendra note de la présentation de l'expert du projet liminaire de lignes directrices et tiendra un échange de vues avec ce dernier.
	10. Échange automatique de données
T-PD(2014)05 Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à des fins administratives et fiscales Échange automatique de données (présentation - seulement en anglais) publié le 22/03	Expert : Mme Eleni Kosta, TILT, Université de Tilburg Information sur les travaux de l'OCDE par Mr Philip Kerfs, Chef d'Unité au Centre de Politique et d'Administration fiscales. Action requise : le Bureau prendra note de la présentation de l'expert des éléments préliminaires de l'étude et tiendra un échange de vues sur le sujet.
	11. Interprétation de dispositions
T-PD(2020)06rev2 publié le 22/03 Avis juridique sur l'interprétation de la notion de « juridiction » en lien avec l'article 14 de la Convention 108+ (seulement en anglais) publié le 22/03	Action requise : le Bureau examinera le projet révisé, dans le but de permettre sa finalisation et soumission au Comité pour adoption par procédure écrite.
	12. Note d'orientation sur l'Article 11 de la Convention 108+
T-PD-BUR(2021)4 Éléments pour la Note d'orientation sur l'Article 11 de la Convention 108+ (présentation, seulement en anglais) publié le 23/03	Expert : M. Thorsten Wetzling, Chef de Recherche, Droits numériques, Surveillance et Démocratie, Stiftung Neue Verantwortung Information sur les travaux menés par l'OCDE sur l'accès aux données par les gouvernements par Mme Elettra Ronchi, Direction de la Science, de la Technologie et de l'Innovation Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert concernant la structure de la note d'orientation et tiendra un échange de vues sur le sujet.
	13. Programme de travail du Comité 2022-2023
	Action requise : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat et tiendra un échange de vues sur le sujet.
	14. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe
Projet de Déclaration révisée publié le 22/03	Action requise : le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

État de la mise en œuvre de la plateforme nationale au titre de la Convention de Macolin (seulement en anglais) publié le 24/03 Avis sur la Recommandation 2185 (2020) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « Intelligence artificielle et santé : défis médicaux, juridiques et éthiques à venir »	• CAHAI Expert : M. Alessandro Mantelero, Professeur associé, Droit privé, Université polytechnique de Turin • Comité pour les droits de l'enfant (CDENF) • Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) • Comité de Bioéthique (DH-BIO) – voir point 15 de l'OJ • La Convention sur la manipulation de compétitions sportives (la Convention de Macolin) • Assemblée Parlementaire (PACE) Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et le Secrétariat et tiendra un échange de vues et décidera du suivi à donner.
	15. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs dans le domaine de la protection des données
Protection des données et vaccination	Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par la Présidente du Comité de Bioéthique et les autres représentants du DH-BIO, ainsi que par le Secrétariat et décidera des suites possibles.
	16. Observateurs
Liste des observateurs	Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par les observateurs.
	17. Prix Stefano Rodotà
	M. Ignacio Cofone - Beyond Data Ownership (Au-delà de la propriété des données). Action requise : le Bureau prendra note de la présentation du lauréat de la mention spéciale du Jury de 2021.

	18. Prochaines réunions
	Action requise: Le Bureau prendra note des dates des prochaines réunions.
	<u>Dates des réunions du Bureau:</u> 53ème Réunion du Bureau: 28-30 septembre 2021 54ème Réunion du Bureau: 20-22 décembre 2021 <u>Dates des réunions Plénières:</u> 41ème Réunion Plénière: 28-30 juin 2021 42ème Réunion Plénière: 17-19 novembre 2021
	19. Questions diverses

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

GEORGIA / GÉORGIE
Tamar Kaldani, (first Vice-Chair / première Vice-présidente)

GERMANY / ALLEMAGNE
Elsa Mein, Desk Officer, Data Protection Unit (V II 4), Federal Ministry of the Interior, Building and Community

ITALY / ITALIE
Alessandra Pierucci, (Chair / Présidente), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE
Alan Khubaev, Consultant, Division for Regulation in the Sphere of Data Processing, Department for Information Security, Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media

SENEGAL / SÉNÉGAL
Awa Ndiaye, (second Vice-Chair / deuxième Vice-présidente), Présidente, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

SWITZERLAND / SUISSE
Caroline Gloor Scheidegger, Cheffe du Domaine de direction Relations internationales, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT)

URUGUAY
Gonzalo Sosa Barreto, the Executive Council of the URCDP , AGESIC

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE Á LA PROTECTION DES DONNÉES DU CONSEIL DE L'EUROPE
Jean-Philippe Walter

MEMBERS OF THE COMMITTEE / MEMBRES DU COMITÉ

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN
Khayala Babayeva*,* Senior Advisor, Cyber Security Service, Ministry of Transport, Communications and High Technologies of the Republic of Azerbaijan (MTCHT)

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE ET HERZÉGOVINE
Samira Čampara, Assistant director, Personal data protection Agency

BULGARIA / BULGARIE
Hristo Alaminov, Head of International Cooperation and Project Management Department, The Commission for personal data protection

Mariya Zlatkova, Senior Expert International Cooperation and Project Management Department, The Commission for personal data protection

CABO VERDE / CAP VERT
Faustino Monteiro, Président, Commission de protection des données

Jose Pina, Commission de protection des données

CROATIA / CROATIE
Nikolina Novaković, Senior Associate in the Department for International Cooperation, European and Legal Affairs, Personal Data Protection Agency

FRANCE
Nana Botchorichvili, Juriste, Service des Affaires européennes et internationales (CNIL)

Vincent Filhol, Chargé de mission pour les affaires civiles et pénales internationales auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Etienne Maury, Legal Officer (CNIL)

Florence Raynal, Head of the European and International Affairs Department (CNIL)

GEORGIA / GÉORGIE
Mariam Elkanashvili, International Relations and Legal Matters Coordinator, State Inspector's Service

HUNGARY / HONGRIE
Gabriella Dél*,* International rapporteur*,* Hungarian National Authority for Data Protection and Freedom of Information (NAIH)s

LITHUANIA / LITUANIE
Danguolė Morkūnienė, Deputy Director, State Data Protection Inspectorate

MOROCCO / MAROC
Ismail Iraqui Houssaini, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Leila Jirari, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Mouna Lafrem, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Fatima Zahrae Lebied, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Omar Seghrouchni, Président, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

MAURITIUS / MAURICE
Pravina Dodah, Principal Data Protection Officer, Data Protection Office

Rushda Goburdhun, Data Protection Officer, Data Protection Office

R. Mukoon, Data Protection Officer, Data Protection Office

MEXICO / MEXIQUE
Donnet Paulina Alarcón Romano, Department of International Affairs, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Mireya Arteaga Dirzo, General Director of Prevention and Self-regulation, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Miriam Josefina Padilla Espinosa, Director of Personal Data Security for the Private Sector, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Javier González Gómez, Director General for International Affairs, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Laura Sofía Gómez Madrigal, Director of Personal Data Security for the Private Sector, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Mariana Gómez Rodríguez, Deputy Director of Voluntary Audits, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

THE NETHERLANDS / PAYS-BAS
Anne Halbertsma-Wallemacq , Ministry of Justice and Security, Directorate of Legislation and Legal Affairs, Constitutional and Administrative Law Sector (SBR)

POLAND / POLOGNE
Iwona Piórkowska-Kapica, Senior Specialist, International Relations and Education Department, Personal Data Protection Office (UODO)

PORTUGAL
Inês Oliveira, Data Protection Officer, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
Angela Colomiicenco, Head of Legal Division, National Center for Personal Data Protection

Victoria Muntean, Deputy Director, National Center for Personal Data Protection

Eduard Răducan, Director, National Center for Personal Data Protection of Moldova

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE
Aisalu Badyagina, Head of Department, Department for Information Security, Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media

Margarita Belyakova, Advisor, Department for Information Security, Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media

Andrey Donchenko, Expert, Department for international cooperation, Ministry of Telecom and Mass Communications of Russia

Konstantin Kosorukov, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

Denis Vladimirovich Sadovnikov, Lawyer, Federal Service for Supervision of Communications, Information Technology, and Mass Media, Roskomnadzor

Elena Sukhanova– 2nd Secretary, Department of European Cooperation, Ministry of Foreign Affairs

Anastasia Toropova, Third Secretary, Law Department, Ministry of Foreign Affairs

Milosh Eduardovich Wagner, Deputy Head, Federal Service for Supervision of Communications, Information Technology, and Mass Media, Roskomnadzor

Maria Yukhno, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

Olga Zinchenko, Third Secretary, Department for Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

SAN MARINO / SAINT MARIN

Nicola Fabiano, President of the San Marino Data Protection Authority

SENEGAL / SÉNÉGAL
Dieguy Diop, Chef du Bureau de la Coopération, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

Mamoudou Niane, Secrétaire Permanent, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

Adama Sow, Directeur des Relations Publiques, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

Aminata Voyel, Directeur de la Technologie, de l'Innovation et du Contrôle, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

SERBIA / SERBIE
Gordana Mohorović, Advisor to the Commissioner, Office of the Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
Petra Lašova, Department of Legal Services, Office for Personal Data Protection

SPAIN / ESPAGNE
Pablo Manuel Mateos Gascueña, Data Protection Sub-inspector, International Division, Spanish Agency of Data Protection

TUNISIA / TUNISIE
Chawki Gaddes, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles

TURKEY / TURQUIE
Tuba Ergül, Rapporteur Judge, Rapporteur Judge, Directorate General for Human Resources, Ministry of Justice

Güray Güçlü, Legal Counselor, Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe

Nuray Kovanci, Rapporteur Judge, Directorate General for International Relations and EU Affairs, Ministry of Justice

Demet Arslaner Keklikkıran, Head of Department, Personal Data Protection Authority

Göksu Hazar Erdinç Personal Data Protection Expert, Personal Data Protection Authority

Tuba Kendir Tunali, Head of Department, Personal Data Protection Authority

Meryem Tatlier Baş, Personal Data Protection Expert, Personal Data Protection Authority

UNITED KINGDOM AND THE BRITISH OVERSEAS TERRITORIES / ROYAUME-UNI ET TERRITOIRES BRITANNIQUES D'OUTRE MER
Blandine Cassou-Mounat, Senior Policy Officer, International Engagement, Information Commissioner's Office

Sahar Eljack, Policy Advisor, International Data Free Flows and Trade, International Data Unit, Department for Digital, Culture, Media and Sport

Rory Munroe, Information Commissioner's Office

Rebecca Stewart, Head of International Data Strategy, Department for Digital, Culture, Media and Sport

Bradley Tosso, Assistant Information Commissioner, Gibraltar Regulatory Authority

OBSERVERS / OBSERVATEURS

COMMISSIONER OF DATA PROTECTION, ABU DHABI GLOBAL MARKET (ADGM) / COMMISSAIRE DE LA PROTECTION DES DONNÉES, MARCHÉ MONDIAL D'ABOU DHABI (ADGM)
Sayid Madar, Senior Specialist, Office of Data Protection

Sami Mohammed, Commissioner

ACCESS NOW
Estelle Massé, Senior Policy Analyst

BURKINA FASO - COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CIL)
Marguerite Ouedraogo Bonane, Présidente

Maxime Da

Désiré Yameogo Kouliga, Chef du Service contentieux

Edith Rolande Nion Sanou, Secrétaire générale

Ido Niessi Philadine, Directrice des Affaires juridiques et du contentieux

CANADA
Chris Prince, Conseiller en politiques / Strategic Policy Analyst, Office of the Privacy Commissioner of Canada

EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS / ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME (AEDH)
Maryse Artiguelong, Déléguée

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE
Manuel García Sánchez, Policy Officer, International Data Flows and Protection, DG Justice and Consumers

Ralf Sauer, Deputy Head of Unit, International Data Flows and Protection, DG Justice and Consumers

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)
Olivier Matter, Legal & Policy Officer

Claire-Agnès Marnier, Legal Officer

EUROPEAN PARLIAMENT / PARLEMENT EUROPÉEN
José Manuel De Frutos Gómez, LIBE Committee, Directorate-General for Internal Policies of the Union, Directorate for Citizens' Rights and Constitutional Affairs

Michèle Dubrocard, Administrator, LIBE Committee, Directorate-General for Internal Policies of the Union, Directorate for Citizens' Rights and Constitutional Affairs

Michaël Vanfleteren, Administrator for the LIBE Committee, Data Protection Coordinator, Directorate-General for Internal Policies of the Union, Directorate for Citizens' Rights and Constitutional Affairs

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS (FRA)
Elise Lassus, Just, Digital and Secure Societies, Research & Data Unit

Suzanne Nusselder, Trainee

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)
Marine Revel, Chargée de mission

GABON
Joel Dominique Ledaga, Président, Chef de délégation, Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP)

Euloge Nzambi, Questeur, Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP)

Steeve Singault Ndiga, Commissaire, Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP)

INDONESIA / INDONÉSIE
Ulfah Diah Susanti, Policy Analyst on Personal Data Protection, Directorate ICT Governance, Ministry of Kominfo

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC)
Massimo Marelli, Head of Data Protection Office

KOREA / COREE
Euna Choi, Deputy General Researcher, Korea Internet & Security Agency (KISA)

NEW ZEALAND PRIVACY COMMISSIONER
Peter Mee, Manager, Policy

Vanya Vida, Senior Policy Advisor (Codes and International)

OFFICE OF THE BERMUDA PRIVACY COMMISSIONER
Alexander McD White, Privacy commissioner

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) / ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, (OCDE)
Philip Kerfs, Head of Unit, Centre for Tax Policy and Administration

Kosuke Kizawa, Policy analyst, Data Governance and Privacy Unit

Audrey Plonk, the Head of the Digital Economy and Policy Division

Lisa Robinson, Policy analyst, Data Governance and Privacy Unit

Elettra Ronchi, Head of Data Governance and Privacy Unit, Digital Economy and Policy Division

PRIVACY INTERNATIONAL
Tomaso Falchetta, Global Policy Lead

SÃO TOMÉ AND PRÍNCIPE NATIONAL AGENCY OF PROTECTION OF PERSONAL DATA (ANPDP) / AGENCE NATIONALE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DE SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE (ANPDP)
José Manuel Costa Alegre, Président

THE PHILIPPINES / LES PHILIPPINES

Erlaine Vanessa D. Lumanog, Attorney IV, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

Anna Benjieline R. Puzon, Attorney III, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

Ma. Frances Aira G. Sy, Attorney III, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

INVITED GUESTS / INVITÉS

COSTA RICA

Elizabeth Mora Elizondo, Director, Inhabitants' Data Protection Agency (PRODHAB), Ministry of Justice and Peace

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

EXPERTS

Colin Bennett, Department of Political Science, University of Victoria, B.C. Canada

Ignacio Cofone, Assistant Professor, Norton Rose Fulbright Faculty Scholar, McGill University

Cécile de Terwangne, Professor Law Faculty, CRIDS Research Director, Namur University (FUNDP), Belgium

Charlotte Dietrich, Project Manager, Digital Rights, Surveillance and Democracy, Stiftung Neue Verantwortung

Franck Dumortier, Researcher, Cyber and Data Security Lab, Law, Science, Technology & Society (LSTS) Center, Vrije Universiteit Brussel (VUB)

Eleni Kosta, Professor of Technology Law and Human Rights, Tilburg Institute for Law, Technology, and Society (TILT), Tilburg University

Alessandro Mantelero, Associate Professor of Private Law at the Polytechnic University of Turin, Department of Management and Production Engineering

Pat Walshe, Director, Privacy Matters

Thorsten Wetzling, Head of Research, Digital Rights, Surveillance and Democracy

COUNCIL OF EUROPE BODIES AND SECRETARIAT / ORGANES ET SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers / Comité des Ministres
GROUP OF RAPPORTEURS ON LEGAL CO-OPERATION (GR-J) OF THE COMMITTEE OF MINISTERS / GROUPE DE RAPPORTEURS SUR LA COOPÉRATION JURIDIQUE

Christian Meuwly, Ambassador, Permanent Representative of Switzerland to the Council of Europe, Chair of the Group of Rapporteurs on Legal Co-operation (GR-J) of the Committee of Ministers

Directorate General Human Rights and Rule of Law /
Direction générale Droits de l'Homme et État de droit (DG I)

Human Rights Directorate / Direction des droits de l'Homme
Human Rights Policy and Co-operation Department / Service des politiques et de la coopération en matière de droits de l'Homme
Committee on Bioethics / Comité de Bioéthique (DH-BIO)

Rodica Gramma (Moldova), DH-BIO Bureau member, Associate Professor, State University of Medicine and Pharmacy (USMF)

Ritva Halila (Finland), Chair / Présidente, Ph.D, Senior Medical Officer, General Secretary, National Advisory Board on Social Welfare and Health Care Ethics (ETENE), Ministry of Social Affairs and Health
Laurence Lwoff, Head of Bioethics Unit/Chef de l'Unité Bioéthique

Siobhan O'Sullivan (Irlande), Vice-Chair / Vice- Présidente, Chief Bioethics Officer, An Roinn Sláinte Department of Health, Teach Hawkins

Emilie Wilberg, trainee / stagiaire

Directorate - Information Society and Action against Crime /
Direction - société de l'information et lutte contre la criminalité

Jan Kleijssen, Director / Directeur

Action against Crime Department / Service de la lutte contre la criminalité
Committee of Experts on the Evaluation of Anti-Money Laundering Measures and the Financing of Terrorism / Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL)

Laetitia Dimanche, Project Assistant / Assistante de projet

Igor Nebyvaev, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Ivana Zeppa, Project Assistant / Assistante de projet

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrick Penninckx, Head of Department / Chef de Service

Media Unit / Unité des medias

Urška Umek, Head of of Unit / Cheffe de l'Unité

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant / Assistante administrative principale

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Sophie Kwasny, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Bohumila Ottová, Assistant / Assistante

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Gillian Wakenhut
Katia Di Stefano

ANNEXE III

Éléments clés de la Communication de
Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information - Action contre la criminalité, DGI